

Bruxelles apporte son soutien à la bioraffinerie UPM de Strasbourg

ALSACE

Le finlandais est en passe d'obtenir une aide de 170 millions.

Christian Lienhardt

—Correspondant à Strasbourg

La Commission européenne est sur le point de valider une aide de 170 millions d'euros au projet de bioraffinerie de seconde génération, sur l'ancien site de pâte à papier de Stracel, qu'UPM accueillera. Des perspectives qui enchantent la

direction. « Nous nous réjouissons de la décision de la Commission, c'est une bonne nouvelle pour Strasbourg », a commenté dans l'après-midi Jean-Marc Louvet, le président d'UPM en France. Le groupe finlandais doit encore statuer au premier semestre 2013 sur la mise en œuvre du projet. Compte tenu de la durée du chantier, près de deux ans et demi, la bio-raffinerie ne sera opérationnelle qu'à la fin 2015. Elle nécessitera un investissement de 411 millions d'euros au total. A partir d'un million de tonnes de résidus de bois, UPM produira ainsi chaque année dans le quartier du Port-du-Rhin

105.000 tonnes de biocarburants, dont 80 % de biodiésel et 20 % de biolignaphta. L'unité de transformation devrait créer 67 emplois directs mais permettra surtout de maintenir un millier d'emplois dans la filière bois sous-vosgienne, menacée par la fermeture de Stracel.

Autant dire que dans les milieux politiques et économiques alsaciens, on était hier soir soulagé. L'annonce de la fermeture de l'emblématique papeterie Stracel avait provoqué un électrochoc dans le secteur industriel de Strasbourg où plusieurs sites ont déjà fermé, comme celui de Delphi. Le maintien d'un millier

d'emplois chez General Motors n'est toujours pas non plus scellé.

Chez UPM, on ne cachait pas ces derniers mois que le coup de pouce de Bruxelles serait décisif pour lancer le projet. D'autant que le finlandais avait déposé deux dossiers BTL (« biomass to liquid ») à Bruxelles dans le cadre du « paquet énergie climat » : celui de Strasbourg et un autre, à Rauma, en Finlande, qui n'a pas été retenu. En début d'année, UPM avait déjà lancé un premier projet de bioraffinerie, toujours en Finlande, sur la base d'une technologie un peu différente pour 150 millions d'euros. ■